

**UNION DES COMORES**  
Unité – Solidarité – Développement



جمهورية القمر المتحدة  
وحدة - تضامن - تنمية

-----  
**Ministère de la Santé et de la Protection  
Sociale**  
-----

-----  
وزارة الصحة والحماية الاجتماعية

**UNITE DE GESTION DU PROJET**  
-----

**PROJET MAYENDELEYO**  
Accord de Financement N° D5520 -KM  
P150754 / P171633



**RAPPORT D'ACTIVITES AU 31 DECEMBRE 2023**

Février 2024

## **SIGLES ET ABREVIATIONS**

<b>ACTR :</b>	Argent Contre Travail Résilient
<b>ADC :</b>	Agence de Développement Communautaire
<b>AGEP :</b>	Agence de paiement
<b>AGEX :</b>	Agence d'Exécution
<b>ARIEP :</b>	Activités de Résilience Socio-économique, moyen de subsistance et génératrice de revenu
<b>CEMC :</b>	Contrat d'engagement moral et citoyen
<b>CPS :</b>	Comite de Protection Sociale
<b>CR :</b>	Cellule de recours
<b>FR :</b>	Fond de relèvement
<b>FRAME :</b>	Fond de Résilience pour l'Activité socioéconomique des Ménages et d'inclusion Productive (FRAME)
<b>GP :</b>	Groupement professionnel
<b>MACC :</b>	Mesures d'Accompagnement
<b>ML :</b>	Mères leaders
<b>ORIS :</b>	Organisme indépendant de suivi
<b>PL:</b>	Peres Leaders
<b>PMT:</b>	Proxy Means Test
<b>PR :</b>	Plan de relèvement
<b>SECAP :</b>	Suivi-évaluation Communautaire a audience publique
<b>SIG :</b>	Système d'information et de gestion
<b>SO :</b>	Socio-organisateur
<b>TMS :</b>	Transfert Monétaires Sociaux
<b>UGP :</b>	Unité de Gestion de Projet
<b>ZIP :</b>	Zone d'intervention Prioritaire

## Table des matières

<b>I. RESUME EXECUTIF</b> .....	<b>4</b>
I.1. PROGRES REALISES DANS LE CADRE DE LA COMPOSANTE 1 : CREATION D'UN FILET DE SECURITE PRODUCTIF ET DE REPOSE AUX CATASTROPHES : .....	4
I.2. PROGRES REALISES DANS LE CADRE DE LA COMPOSANTE 3 : RENFORCEMENT DE LA GESTION, COORDINATION ET SUIVI ET EVALUATION DU FILET DE SECURITE. ....	4
<b>II. CONTEXTE</b> .....	<b>5</b>
II.1. OBJECTIFS .....	6
II.2. COMPOSANTES DU PROJET .....	6
II.2.1. COMPOSANTE 1 : TRANSFERTS SOCIAUX EN REPOSE IMMEDIATE AUX CHOCS- TRANSFERTS MONETAIRES SOCIAL (TMS) : .....	7
II.2.2. COMPOSANTE 2 : PROGRAMMES RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE .....	7
II.2.3. COMPOSANTE 3 : GESTION ET ADMINISTRATION DU PROJET ET RENFORCEMENT DE LA CAPACITE INSTITUTIONNELLE.....	7
<b>III. PREVISIONS POUR LA PERIODE DE JANVIER A DECEMBRE 2023</b> .....	<b>8</b>
III.1. PREVISION FINANCIERE .....	8
III.2. PREVISIONS DES ACTIVITES.....	8
<b>IV. ACTIVITES REALISES DANS LA PERIODE</b> .....	<b>10</b>
IV.1. CLOTURE DU PFSS .....	11
IV.2. TRANSFERTS MONETAIRES SOCIAUX (TMS) .....	15
CIBLAGE DES COMMUNAUTES ET MENAGES BENEFICIAIRES : .....	16
IV. 3. ACTIVITES DE RESILIENCE, INCLUSION ECONOMIQUE ET PRODUCTIVE (ARIEP) : .....	24
IV.1.2. <i>Etat d'avancement des Activités résilience, inclusion économique et productive (ARIEP)</i> .....	26
IV.3. ACTIVITES ARGENT CONTRE TRAVAIL RESILIENS (ACTR) .....	28
IV.3.1. <i>Prévision et réalisation financière de la période</i> .....	28
IV.3.2. <i>Réalisation physique de la période</i> .....	28
<b>V. GESTION DE PROJET, SUIVI &amp; EVALUATION</b> .....	<b>30</b>
V.1. GESTION DE PROJET .....	31
V.1.1. <i>Réalisation Financière</i> .....	31
V.1.2. <i>Etat d'avancement</i> .....	31
V.2. SUIVI- EVALUATION.....	32
V.2.1. MISSION DE SUPERVISION DE LA BANQUE MONDIALE .....	32
V.2.2. TENU DE LA PREMIERE REUNION DU COMITE DE PILOTAGE DU PROJET .....	33
V.2.3. RENFORCEMENT DE CAPACITE DU PERSONNEL DU PROJET .....	34
V.2.4 DIGITALISATION ET SYSTEME D'INFORMATION .....	38
V.3. GESTION DU PERSONNEL.....	39
<b>VI. LEÇONS APPRIS (RETROSPECTIVES)</b> .....	<b>40</b>
<b>VII. CONCLUSION</b> .....	<b>40</b>

## I. **Résumé exécutif**

Ce présent rapport d'activités relate les activités réalisées durant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023.

Cette période a été principalement marquée par les événements et les étapes suivants :

- Achèvement et Clôture du projet de filets sociaux de sécurité (PFSS) au 30 juin 2023
- Elaboration et révision des manuels de procédures (MAF, ARIEP, TMS, ACTR, PMPP, PEES, PPSD...)
- Ciblage des ménages bénéficiaires : réalisation de l'enquête porte à porte et enregistrement des ménages
- Digitalisation de la gestion technique des opérations
- Lancement officiel du projet PFSS-RRC le 11 juillet 2023
- Paiement des ménages bénéficiaires du transfert monétaire social (TMS) par mobile money
- Tenue de 2 missions de supervision de la Banque en mars et octobre 2023
- La tenue des ateliers de préparation du renforcement de la petite enfance

### I.1. **Progrès réalisés dans le cadre de la Composante 1 : Création d'un filet de Sécurité Productif et de Réponse aux Catastrophes :**

- **Achèvement et Clôture du projet PFSS :** Réception de tous les sous projets IDB, formalisation des groupements pour la mise en œuvre de la stratégie de sortie des ménages bénéficiaires des ARSE et organisation de l'atelier de partage du DRAFT du rapport de clôture.
- **Transferts monétaires Sociaux :** 917 Comités de Protection Sociale mis en place, 187 Cellules de Recours mises en place, 14 ONG recrutées pour la conduite du ciblage, 82 491 ménages inscrits et 40 010 ménages sélectionnés comme ménages bénéficiaires ; 38 907 (soit 95,10%) comptes mobiles pour les ménages ouverts et 38 048 ménages payés de la première tranche (soit 95%) et une partie de la deuxième tranche.
- **Mesures d'accompagnement pour le changement de comportement :** renforcement de capacités de 10 518 ménages bénéficiaires dont 8 389 femmes sur différents thématiques notamment en éducation financières, le développement de la petite enfance, gouvernance et citoyenne, santé, nutrition, wash et violence basée sur le genre.

### I.2. **Progrès réalisés dans le cadre de la composante 3 : Renforcement de la gestion, coordination et suivi et évaluation du filet de sécurité.**

Les activités prioritaires contribuant à l'atteinte des résultats du projet réalisées dans cette composante portent sur :

- Lancement officiel du projet sous le haut patronage du président de l'Union des Comores
- Suivis et supervisions régulières des activités par la Coordination Nationale auprès des Bureaux Régionaux
- Des missions de supervision de la Banque mondiale auprès du projet : 3 missions réalisées,
- Réalisation de l'audit des comptes 2022-2023 ;
- Réalisation de l'évaluation d'impact du projet PFSS ;
- Organisation de l'atelier de clôture du projet PFSS
- Digitalisation des opérations de ciblage : préinscription, enquête porte à porte, sélection, enregistrement
- Visite d'échange d'expérience de la Coordination et commissariat sur le registre social unique à Djibouti.
- Visite d'échange et partage d'expérience sur la DPE
- Renforcement des capacités en Management et leadership du Staff du projet à Madagascar

## **II. Contexte**

A l'instar de plusieurs pays dans le monde, l'Union des Comores fait face à une crise économique consécutive à la pandémie de COVID-19 et à la guerre en Ukraine.

L'Union des Comores est frappée depuis 2019 par trois chocs exogènes successifs celui lié au cyclone Kenneth en avril 2019, de la pandémie de la COVID-19 dès avril 2020 et la crise de l'énergie et alimentaire mondiale consécutive à la guerre en Ukraine.

Ces chocs ont impacté négativement le pouvoir d'achat des ménages Comoriens. L'augmentation des prix des hydrocarbures en début du mois de juin 2022, à savoir une hausse de 25% pour l'essence, 44% le Gasoil et 40% pour le pétrole (Kérozène), la hausse du transport à hauteur de 25%, la hausse de l'électricité et tant d'autres bien et service a créé un effet sur la hausse de prix de biens et services de consommation.

Par ailleurs, les Comores sont fortement dépendant des importations pour sa consommation locale (environ un tiers du PIB). C'est notamment le cas du pétrole raffiné et des produits alimentaires tel que le riz.

Le projet proposé est pleinement aligné au Plan Comores Emergente à l'horizon 2030 (PCE) qui rejoint la cible 3 de l'ODD1 « Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient.

Le projet s'aligne également à la **Politique Nationale** de Protection Sociale qui fixe un programme ambitieux pour améliorer le niveau de vie des pauvres et des personnes vulnérables et la résilience des ménages pour répondre aux chocs économiques.

Cette situation entraîne un impact socio-économique, surtout pour la catégorie de la population n'ayant pas un revenu stable et qui vit au jour le jour. Les ménages les plus touchés par l'insécurité alimentaire et économique ressentent déjà les premiers effets de l'application des nouvelles mesures.

Ainsi, un système d'assistance sociale est nécessaire pour combler les pertes de revenus et pour aider la population à respecter les mesures préventives. Cette assistance aidera la population à soutenir les besoins en consommation de base durant cette période de restriction.

Le Gouvernement des Comores a exprimé son souhait de pouvoir apporter une assistance financière aux ménages directement affectés par cette crise.

La proposition de réponse vise en particulier à protéger la population pauvre et vulnérable contre l'insécurité alimentaire induite par la flambée des prix en mobilisant entre autres les filets sociaux de sécurité.

## **II.1. Objectifs**

Le Projet vise à fournir des transferts monétaires d'urgence, en améliorant la résilience des ménages vulnérables, ainsi qu'en renforçant les systèmes de protection sociale.

### **Objectifs spécifiques :**

- Apporter des appuis ponctuels pour protéger la population contre les chocs liés aux effets de la crise en Ukraine ;
- Être capable d'intervenir rapidement afin de protéger la population contre d'autres chocs éventuels ;
- Améliorer le capital humain et l'accès aux emplois mieux rémunérés notamment des groupes vulnérables tels que les femmes et les jeunes ;
- Contribuer au renforcement de la résilience des ménages vulnérables

## **II.2. Composantes du Projet**

Le Projet de Filets Sociaux de Sécurité Résilients et Réactifs aux Chocs aux Comores s'articule autour de 4 composantes :

### **II.2.1. Composante 1 : Transferts sociaux en Réponse immédiate aux chocs- Transferts monétaires Social (TMS) :**

- Atténuer les effets économiques des chocs sur les ménages urbains et ruraux pauvres et vulnérables, grâce à un soutien temporaire des revenus ;
- Promouvoir le développement économique local, par des transferts d'argent liquide aux ménages urbains/ruraux pauvres ayant une forte propension à consommer les produits locaux ;

### **II.2.2. Composante 2 : Programmes Renforcement de la résilience**

#### **Sous Composante 2.1 : Activités de résilience, inclusion économique et productive (ARIEP)**

Les activités de ce volet consistent à fournir aux bénéficiaires des subventions accompagnées d'un appui en formations techniques de base, pour leur permettre d'investir dans des activités génératrices de revenus et favoriser la création d'emplois pour soutenir la population vulnérable, notamment les femmes et les jeunes. Ces ménages bénéficieront également d'actions de sensibilisations et de formations visant un changement de comportement positif, un développement du bien-être (individuel, collectif) en même temps qu'une amélioration durable de leurs conditions de vie socio-économiques.

#### **Sous Composante 2.2 : Argent contre Travail Résilient (ACTR)**

Les activités ACTR visent à améliorer le capital humain et l'employabilité de la population vulnérable avec des activités en Argent Contre Travail et des formations techniques dans différents domaines y compris celles liées à la prévention contre le changement climatique, et accompagnées également des sensibilisations et formations pour un changement de comportement positif comme ci-dessus.

### **II.2.3. Composante 3 : Gestion et administration du projet et renforcement de la capacité institutionnelle**

**Sous composante 3.1:** Coordination des programmes et renforcement des capacités institutionnelles

**Sous composante 3.2 :** Gestion, administration, digitalisation, suivi-évaluation et système d'information et de gestion (MIS)

#### **Composante 4 : Contingency Emergency Reponse Component (CERC)**

### III. Prévisions pour la période de janvier à décembre 2023

Il s'agit du budget et les différentes activités prévues pour être réalisés dans la période

#### III.1. Prévision financière

Le tableau suivant présente le budget prévu par composante pour l'année, ainsi que le pourcentage par rapport du projet.

*Tableau 1: Prévision du budget de la période*

<b>Rubriques</b>	<b>Montant prévus</b>
TMS	3 211 420 557
ARIEP	18 762 500
ACTR	NA
Gestion de projet	353 612 590
Clôtures du projet	
<b>TOTAL</b>	<b>3 583 795 647</b>

#### III.2. Prévisions des activités

Notre objectif de l'année 2023 était de réaliser ces différentes activités suivantes :

➤ Clôture du projet

Au cours de la période, le projet s'est engagé pour la clôture du projet à travers divers activités notamment :

- Réception des travaux IDB initiés fin 2022,
- Réception des travaux ACT dont les contrats sont signés fin 2022,
- La formalisation des groupements des bénéficiaires ARSE
- La rédaction du rapport d'achèvement
- L'organisation de l'atelier de clôture du projet

➤ **Transferts Monétaires Sociaux**

- Mise en place des CPS, CR et autres
- Recrutement des ONG chargé du ciblage
- Lancement démarrage préinscription des ménages
- Communication et campagne de sensibilisation
- Le démarrage de l'enquête porte à porte et enregistrement des ménages
- Enregistrement et traitement des plaintes
- Enregistrement des bénéficiaires et sortie de la liste bénéficiaires
- Lancement officiel du Projet
- Paiement des ménages bénéficiaires

- Enquête de vérification et confirmation des données de ménages bénéficiaires
- **Activités de résilience, inclusion économique et productive (ARIEP)**
  - Mise à jour et finalisation du manuel
  - Recrutement des consultants pour l'identification des activités ARIEP
  - Réalisation de la mission d'identification des ARIEP
  - Lancement de processus de recrutement des AGEX
  - Actualisation du planning des activités
  - Paiement des fonds de sortie des ménages bénéficiaires ARSE transfert vers les comptes
- **Mesures d'accompagnement :**
  - Mise à jour et finalisation du manuel
  - Elaboration et développement des outils de mesures d'accompagnement
  - Renforcement des mesures d'Accompagnement
- **Argent contre Travail Résilient (ACTR)**
  - Mise à jour et finalisation du manuel
  - Elaboration des TDR pour le recrutement des consultants pour l'identification des activités et des AGEX chargés de l'exécution
  - Recrutement des Agences de paiement
  - Elaboration du draft de planning des activités
  - Lancement du processus de recrutement des consultants identification des activités
  - Lancement du processus de recrutement des AGEX
- **Gestion du projet :**
  - Renforcement de la coordination interne et externe du projet à tous les niveaux en incluant la prise en main des questions d'infrastructure à Ngazidja par la Coordination nationale,
  - Préparation de la clôture du projet PFSS
  - Organisation de l'atelier de clôture du projet
  - Elaboration du rapport de clôture
  - Réalisation de l'audit technique et audit financier
  - Préparation des manuels de procédures du nouveau projet PFSS-RRC
  - Organisation de lancement officiel du projet PFSS-RRC
  - Lancement du processus de recrutement de l'auditeur interne
  - Digitalisation de la gestion technique des opérations

- Lancement du processus de recrutement de l'auditeur externe
- Recrutement du personnel
- Recrutement consultant spécialiste en protection social en appui au commissariat
- Recrutement de consultant informaticien en appui au registre sociale

#### IV. Activités Réalisés dans la période

Ce paragraphe détaille respectivement toutes les activités réalisées durant la période de janvier au 31 décembre 2023 qui sont constituées des activités de Transferts monétaires, la clôture du projet Filets Sociaux de Sécurité (PFSS), les Mesures d'accompagnements (MACC),

Tableau 2: prévision et réalisation budgétaire par direction

BR	Montant prévus	Montant réalisé	Taux de réalisation
MWL	348 841 320	332 928 074	95%
NDZ	1 280 000 853	944 192 513	74%
NGZ	1 700 023 941	724 043 307	43%
CN	254 929 533	251 162 212	99%
<b>UGP</b>	<b>3 583 795 647</b>	<b>2 252 326 106</b>	<b>63%</b>

Tableau 3: prévision et réalisation budgétaire par composante

Rubriques	Montant prévus	Montant réalisé	Taux de réalisation
TMS	3 211 420 557	1 883 629 913	59%
ARIEP	18 762 500	15 366 500	82%
ACTR	NA	NA	NA
Gestion de projet	353 612 590	353 329 693	99,92%
<b>TOTAL</b>	<b>3 583 795 647</b>	<b>2 252 326 106</b>	<b>63%</b>

**Explication des écarts :**

Pour les Bureaux Régionaux de Ngazidja et de Ndzuan, les écarts proviennent des transferts monétaires non payés au 31 décembre 2023. L'ensemble des fonds nécessaires pour les paiements sont mis à la disposition des agences de paiement à cette date mais afin d'éviter l'envahissement de leurs bureaux par des foules des ménages et pour des raisons de sécurité (absence des coffres forts pour garder les fonds dans les zones rurales), les agences des paiements n'ont pas lancé les paiements en même temps en décembre 2023. Des transferts monétaires sociaux ont été effectués au début de l'année 2024.

Pour ce qui est des ACTR, les activités n'ont pas encore démarrées

## IV.1. Clôture du PFSS

Le premier semestre 2023 a été concentré à l'achèvement des travaux IDB initiés en 2022 et à la préparation de la clôture du projet (financement initial, financement initial 1 et financement additionnel 2).

Les principales réalisations et résultats obtenus par financement se résument ainsi:

### 1. Financement initial :

#### Activités Argent contre travail productif (ACTP) et service de nutrition

L'objectif des activités argent contre travail productif (ACTP) et service de nutrition est d'améliorer les moyens de subsistance des ménages les plus pauvres et de leurs communautés par une amélioration de leur environnement, une meilleure utilisation des ressources naturelles dans des zones déjà dégradées, et un développement de la capacité productive des ménages et des communautés ciblées. Quant service de nutrition c'est la prévention, la sensibilisation et l'appui aux activités de suivi de la croissance et ainsi veiller à ce que les familles pauvres puissent accéder aux services de prévention pour les nourrissons et aux pratiques d'alimentation des jeunes enfants (ANJE), aux services de nutrition des femmes, et aux conseils de santé génésique.

#### Principales réalisations :

##### Principaux indicateurs de réalisation

1. 69 comités de protection Sociales (CPS) et Cellules Recours (CR) mises en place
2. 4217 ménages bénéficiaires dont 2507 femmes bénéficiaires
3. Nombre de bénéficiaires de programmes : 25 302
4. Nombre de personne homme jours créés 685 560
5. 69 Plans d'aménagement quinquennal communautaires élaborés
6. 15 Plan d'aménagement des zones d'interventions élaborées
7. 15 Mémoires descriptif Mémoires descriptif de projet (MDP) élaborés
8. 105 agents de santé communautaires formés
9. 33340 femmes enceintes/ allaitantes, enfants de moins de 5 ans ont bénéficié les services de nutrition de base
10. 14 581 enfants de moins de 5 ans inscrits dans le programme de surveillance de la croissance
11. 6 654 enfants de moins de 2 ans bénéficiaires de l'amélioration de l'alimentation de nourrisson et de jeune enfant (ANJE)

## 2. PFSS financement additionnel 1

### a) Activités de Relèvement socioéconomique (ARSE)

Les activités de relèvement socioéconomique (ARSE) sont principalement des activités génératrices de revenus et/ou de formations-emploi.

Le fond de relèvement est destiné au financement d'Activités génératrices de revenus des ménages bénéficiaires, afin de stabiliser les revenus des ménages et de créer des emplois dans la zone d'intervention. Le montant de fond de relèvement et de réinsertion socio-économique par ménage bénéficiaire est fixé à **315 000 KMF**.

### 3. Principaux indicateurs de réalisation

118 Comités de Protection Sociale (CPS) mise en place dont 350 membres formés, 21 108 ménages inscrits 10 290 ménages sélectionnés comme bénéficiaires 10 200 bénéficiaires ayants un plan d'affaires 10 187 ménages lancés des activités génératrices de revenus 7 810 femmes ayants lancés des activités génératrices de revenus 3 100 nouvelles AGR créées par les bénéfices générées par les activités initiales 13 ONG recruté pour la conduite des activités du ciblage et 16 ONG ont été également recruté pour accompagner les ménages à réaliser les activités. 10 290 comptes bancaires ouverts auprès des agences de Sanduk MWL, NDZ et NGZ
---

### b) Mesures d'accompagnements

Les mesures d'accompagnement Sont un ensemble d'activités de sensibilisations et de formations complémentaires aux transferts monétaires, visant un changement de comportement positif, un développement du bien-être (individuel, collectif) et une amélioration durable des conditions de vie socio-économique dans une espace communautaire.

Rubrique /activité	MWL	NDZ	NGZ	UGP
Nombre de communautés bénéficiaires	13	22	83	118
Nombre de Mères/pères Leaders mis en place	50	120	218	388
Nombre de Mères/pères Leaders formés et reçus leurs attestations sur les thématiques des MACC	50	120	218	388
Nombre des ONG formés sur les thématiques des MACC	19	34	52	105
Sensibilisation dans les EBE	1 223	3 264	5 124	9 611
Nombre des Espaces de Bien-Etre construites	12	22	38	72
Formation de recyclage des CPS	39	66	249	354
Nombre de groupements pour la stratégie de sortie	24	45	202	271

### **c) Infrastructure de Base Communautaires (IDB):**

Dans le cadre du financement initial, cette sous-composante (infrastructures de base) était conçue pour apporter un complément cohérent avec les activités ACTP.

Pour le financement additionnel 1, Il s'agit de réhabiliter et/ou reconstruire les petites infrastructures communautaires de base endommagées par le cyclone Kenneth, telles que celles-ci sont identifiées conjointement avec la Direction Générale de la sécurité Civile (DGSC), afin de contribuer à favoriser un retour rapide à la vie normale de la population.

#### **3. Principaux Indicateurs de réalisation**

93 sous-projets infrastructures de bases réalisées dont :

- 63 sous projets scolaires (écoles) représentant 157 salles de classes réhabilités et/ou reconstruites
- 77 réservoirs communautaires réhabilités ou reconstruits permettant l'accès à l'eau à 37 338 personnes ;
- 16 pistes rurales et ouvrage d'assainissement ayant bénéficié à 10 186 personnes ;
- 190 492 personnes bénéficiaires des ouvrages réalisées
- 114 employés des bureaux d'études recrutés,
- 880 employés des entreprises recrutés,

### **d) Argent Contre Travail (ACT) :**

Les activités Argent Contre Travail, est un ensemble d'activités jugées prioritaires sélectionné d'une façon participative suite à une Assemblée Générale regroupant toutes les couches sociales de la communauté déclarée sinistrée.

L'objectif primordial des activités ACT post catastrophe est de rétablir la vie normale des populations sinistrées tout en apportant du cash pour les ménages pauvres / vulnérables sinistrés pour qu'ils puissent faire face à des besoins urgents (santé, nourriture...).

#### **4. Principaux indicateurs de réalisation**

87 communautés bénéficiaires  
105 sous projet ACT réalisés  
688 860 hommes jours créés  
5 158 ménages bénéficiaires  
1 852 comptes ouverts dont (i) 1100 comptes bancaires ouverts auprès du Sanduk de Ndzouani et (ii) 752 comptes mobiles ouverts auprès de sociétés Telco Money (502 comptes) et Huri Money (250 comptes).  
30 801 personnes bénéficiaires du programme  
3 785 femmes bénéficiaires  
136 employés des ONG intervenants dans les ACT recrutés,

## 5. Financement additionnel 2 : Transfert monétaire COVID-19 :

L'objectif de ce financement est (i) Atténuer les effets économiques de la pandémie sur les ménages urbains/suburbains, (ii) vulnérables occupant un emploi vulnérable, grâce à un soutien temporaire des revenus ; (iii) Prévenir la propagation du Covid-19, par l'information, la distanciation sociale et le respect, (iv) des restrictions d'activité et de déplacement, (v) promouvoir le développement économique local, par des transferts d'argent liquide aux ménages urbains/suburbains vulnérables ayant une forte propension à consommer les produits locaux.

### 5.Principaux indicateurs de réalisation

71 comités de protection sociale mise en place
34 474 ménages sont inscrits
21 556 ménages bénéficiaires du programme
129 336 personnes bénéficiaires du programme
14 063 comptes ouverts
15 418 ménages sensibilisés sur les mesures d'accompagnement
12 ONG recruté pour appuyer le ciblage
72 emplois créés à travers le recrutement des ONG

### 4. *Impact positif du Projet Filets Sociaux de Sécurité sur les ménages bénéficiaires selon le rapport d'évaluation d'impact*

- Le programme PFSS a fait diminuer l'intensité de la pauvreté de 4 points de plus que la tendance à la baisse chez les ménages du groupe de contrôle. L'appui du projet a pu réduire le gap à court termes, et les accumulations d'actifs productifs font sortir les ménages bénéficiaires à moyen et long terme de leur situation de pauvreté. L'impact positif du programme PFSS est bien senti par les ménages bénéficiaires eux même à travers la perception de l'évolution de leur bien-être. La proportion des ménages bénéficiaires ayant déclaré « vivre en difficulté » a diminué de 11 points de plus par rapport aux ménages du groupe de contrôle.
- En ce qui concerne l'insécurité alimentaire, les transferts monétaires octroyés ont fait baisser de façon significative la proportion des ménages ayant déclaré avoir connu des difficultés alimentaires au cours des 7 derniers jours. Elle est 14 points moins élevée chez les bénéficiaires du PFSS que chez les ménages du groupe de contrôle. L'Indice de Stratégie de Survie ont baissé de 2,6 points de plus chez les ménages bénéficiaires.
- Les transferts monétaires de PFSS ont permis aux membres des ménages bénéficiaires de créer des unités de production familiale au cours de 12 derniers mois. L'augmentation du taux d'activité des adultes de 18 ans et plus est beaucoup élevé chez les ménages bénéficiaires avec un écart de 11 points par rapport aux ménages du groupe de contrôle. Plus de 14 000 emplois directs sont créés au démarrage de toutes les unités de production des ménages bénéficiaires ARSE. Plus de 3170 nouvelles activités ont pu ou vont être

lancées avec les bénéficiaires issus des activités initialement financés. Après 2 ans d'opérationnalisation des activités, près de 2 000 nouveaux emplois supplémentaires ont été créés.

- La production et l'accumulation d'actifs productifs sont palpables chez les ménages bénéficiaires. Si la proportion des ménages du groupe de contrôle ayant acquis des zébus entre 2021-2023 a légèrement baissée, elle a fortement augmenté chez les ménages bénéficiaires PFSS avec un écart de tendance de plus de 13 points. La différence des tendances des proportions des ménages ayant acquis des ovins/caprins est près de 7 points entre les ménages bénéficiaires PFSS et les ménages du groupe de contrôle. En matière d'actifs productifs immobiliers, l'impact positif le plus important est l'acquisition de terrains agricoles en forte hausse chez les bénéficiaires (6%) contrairement à la tendance à la baisse chez les ménages du groupe de contrôle : l'écart de tendance est de plus de 14 points.
- En ce qui concerne l'amélioration du capital humain, l'efficacité du projet est non négligeable. Les transferts monétaires PFSS ont permis d'améliorer la qualité de l'éducation des enfants des ménages bénéficiaires. Le taux d'abandon est relativement faible et l'accès aux écoles privées non confessionnelles est devenu beaucoup plus fréquent pour les enfants des ménages bénéficiaires. En effet, le taux d'abandon diminue beaucoup plus avec un écart de -1,9% chez les ménages PFSS par rapport au groupe de contrôle. De plus, la proportion des enfants ayant fréquenté les écoles privées non confessionnelles a augmenté beaucoup plus avec un écart de près de 7 points.

Les mesures d'accompagnement dispensées dans les espaces de bien-être ont été développées de manière à escompter un effet multiplicateur sur le développement humain. Les Espaces de Bien-Être ont induit des changements de comportement surtout sur l'interactions entre parents et enfants au sein du ménage. En effet, chez mes ménages bénéficiaires qui ont assisté aux séances dans les espaces de bien être, les parents se soucient de l'éducation et la santé de leurs enfants beaucoup plus que les parents des ménages absents ou non bénéficiaires du PFFS avec respectivement 5 points et 3 points de plus en termes de probabilité.

L'objectif de la promotion des opportunités égales entre les femmes et les hommes et de l'inclusion productive est largement atteint, voire dépassée. En effet, plus de 77% des chefs des ménages bénéficiaires ARSE sont des femmes, dépassant l'objectif fixé (60%).

- Le degré de satisfaction des bénéficiaires des fonds de relèvement constitue un indicateur qui résume l'efficacité du Projet PFSS. Les bénéficiaires ont une bonne perception des activités fournies dans le cadre du projet. Plus de 82% des bénéficiaires ont accordé une note supérieure à la moyenne du projet PFSS.

## **IV.2. Transferts monétaires Sociaux (TMS)**

Les Transferts monétaires sociaux en Réponse immédiate aux chocs- (TMS) visent à :

- Atténuer les effets économiques des chocs sur les ménages urbains et ruraux pauvres et vulnérables, grâce à un soutien temporaire des revenus ;

- Promouvoir le développement économique local, par des transferts d'argent liquide aux ménages urbains/ruraux pauvres ayant une forte propension à consommer les produits locaux ;

### Prévision budgétaire et réalisation

Tableau 4: Réalisation budgétaire

BR	Montant prévus	Montant réalisé	Taux de réalisation
MWL	295 162 780	286 439 090	97,0%
NDZ	1 219 690 313	881 988 143	72,3%
NGZ	1 643 413 901	666 032 680	40,5%
CN	53 153 563	49 170 000	92,5%
<b>UGP</b>	<b>3 211 420 557</b>	<b>1 883 629 913</b>	<b>59%</b>
<b>Explication des écarts</b>	Pour les Bureaux Régionaux de Ngazidja et de Ndzouani, les écarts proviennent des transferts monétaires non payés au 31 décembre 2023 pour les raisons évoquées ci-dessus		

### Ciblage des Communautés et ménages bénéficiaires :

#### ✓ Communautés bénéficiaires

Les communautés bénéficiaires des activités du TMS sont celles affectées par la vulnérabilité à la pauvreté alimentaire due à la crise économique mondiale et aux changements climatiques.

Tableau 5 : répartition des communautés par ile et par type d'activités :

Ile	TMS	ARIEP	ACTR
MWL	10	8	4
NDZ	48	33	20
NGZ	64	29	22
<b>TOTAL</b>	<b>122</b>	<b>70</b>	<b>46</b>

Tableau 6 répartition par zone d'intervention

	Urbain	Rural	Total
Mwali	3	7	10
Ndzouani	8	40	48
Ngazidja	11	53	64
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>100</b>	<b>122</b>

### ✓ Ménages bénéficiaires

Les ménages bénéficiaires des activités du TMS sont ceux affectés par la vulnérabilité à la pauvreté alimentaire due à la crise économique mondiale et aux changements climatiques. Ils sont sélectionnés en milieu rural et Urbain suite aux procédures de ciblage basés sur ~~Basés sur le~~ degré de vulnérabilité alimentaire calculé à l'aide de l'utilisation de la technique de Proxy means test (PMT).

Le ciblage vise à sélectionner les ménages les plus vulnérables qui seront bénéficiaires selon les différentes composantes du projet. L'approche de ciblage adoptée combine le ciblage géographique, l'auto-sélection et le Proxy Means Test (PMT).

Compte tenu des coûts des opérations, le nombre de ménages bénéficiaires est fixé à 38 214 ménages, dont 46% en milieu urbain et 54% en milieu rural. Parmi ces ménages, 19 360 ménages vont bénéficier la composante 2 (ARIEP et ACTR).

Ile	TMS	ARIEP	ACTR
MWL	3 274	1750	752
NDZ	15 072	6 442	2135
NGZ	19 868	5201	3080
TOTAL	38 214	13 393	5967

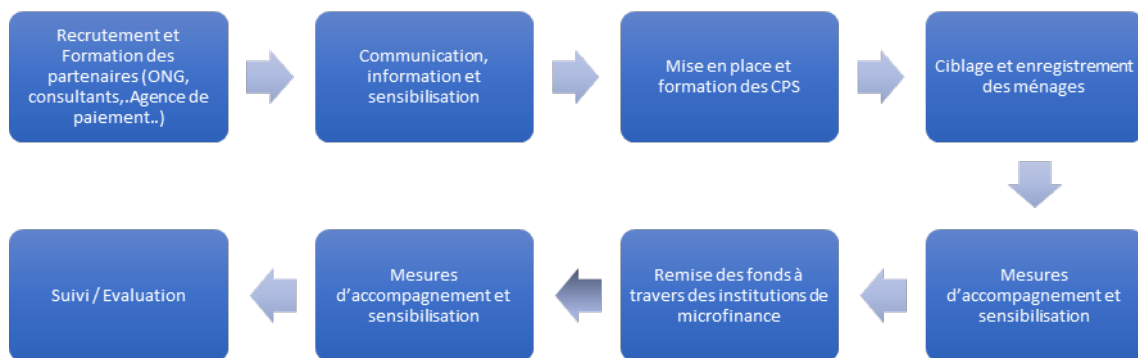
Répartition des ménages par zones d'intervention

ILE	Urbain	Rural	Total bénéficiaire
Mwali	2 326	948	3 274
Ndzouani	6 779	8 293	15 072
Ngazidja	8 640	11 228	19 868
Comores	17 745	20 469	38 214

### Cycle opérationnel du TMS

Le Cycle opérationnel pour la réalisation des transferts monétaires Sociaux se resume dans le schéma suivant :

*Figure 1: Cycle opérationnel TMS*



### ***Séance d'information et de sensibilisation***

La campagne de communication a pour objectifs de faire connaître le programme, ses objectifs et son mode opérationnel à toutes les parties prenantes.

Les résultats attendus serviront à améliorer la compréhension du projet et à assurer sa plus grande transparence auprès de toutes les parties prenantes y compris les membres de la communauté.

Durant la période de janvier à décembre 2023, les autorités locales notamment les gouverneurs des îles, les préfets, les maires et chefs des villages ont été sensibilisés sur le nouveau projet à travers des réunions d'échanges ainsi que des ateliers.

Au total 20 652 personnes sont sensibilisées dont 170 des autorités locales et 20 482 issues des membres des communautés répartis ainsi :

<b>ILE</b>	<b>sensibilisation des autorités</b>	<b>sensibilisation des bénéficiaires</b>
MWL	45	2570
NDZ	55	12730
NGZ	70	5162
<b>TOTAL</b>	<b>170</b>	<b>20 482</b>

### ***Mise en place du Comité de Protection Sociale :***

La création et la redynamisation des Comités de Protection Sociale (CPS) reflètent la représentativité des organisations impliquées dans les initiatives de développement de la localité. Les CPS ont comme rôles d'organiser et faciliter la participation au développement communautaire de tout membre des communautés, y compris les plus vulnérables, et des

associations de nature différente qui existent dans la localité notamment les groupements agricoles, associations culturelles, associations féminines, notables, jeunes gens, jeunes filles, etc.

Les CPS mis en place comprennent des personnes reconnues par la communauté comme particulièrement dévouées à l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables et sinistrées.

Au total, 187 CPS mise en place soit au total 917 membres dont 332 femmes membres

<b>ILE</b>	<b>Mise en place de CPS</b>	<b>MEMBRE CPS</b>
MWL	26	120
NDZ	55	359
NGZ	106	438
<b>TOTAL</b>	<b>187</b>	<b>917</b>

#### ***Mise en place des Cellules Recours (CR):***

La Cellule de Recours et l'organe chargé de gérer tout ce qui est gestion des plaintes auprès de la communauté.

La CR a pour mission principale d'assurer la collecte des plaintes relatives aux activités du projet, examiner et statuer ~~sur toute plainte~~.

#### ***Préinscription / auto inscription des ménages éligibles :***

Cette étape consiste à confirmer l'appartenance du ménage à la communauté et donne droit à la préinscription volontaire du ménage auprès du Comité Local. Il consiste à reconnaître l'identification du ménage par la communauté elle-même selon des critères d'éligibilité définis par le Projet ;

Tous les ménages vulnérables des villes/villages bénéficiaires du programme qui pensent avoir rempli les critères de vulnérabilité aux chocs économiques sont invités à s'inscrire pour une période de 3 à 7 jours selon la taille du village/quartier auprès du Comité de Protection Sociale du quartier ou village où il réside en fournissant les informations permettant leurs identifications et localisation dans le quartier ou village.

Cette étape est matérialisée par un reçu et un numéro de récépissé fourni par le CPS. Le reçu est gardé par le ménage tout au long du processus et réalisé entre mai à juin 2023. Au total 82 491 ménages se sont inscrits.

## **Recrutement des ONG pour la conduite des activités du ciblage**

Afin de faciliter le travail de collecte des données, le PFSS-RRC a fait recours à des ONG pour appuyer le processus de ciblage à partir de la collecte de données porte à porte jusqu'aux paiements des ménages. Au total, 14 ONG sont recrutées et formées (2 MWL, 5 NDZ et 7 NDZ) soit 215 personnes issues des ONG.

### **Collecte digitale de données porte à porte :**

Après l'étape d'auto-inscription des ménages et le recrutement des ONG, ces derniers ont procédé à la collecte digitale de données nécessaires porte à porte pour le calcul du score de vulnérabilité auprès des ménages auto-inscrits dans les cahiers de préinscription.

La collecte s'est déroulée exclusivement au domicile principal du chef de ménage. Les informations nécessaires du ménage sont collectées au moment même de l'inscription y compris la géolocalisation du ménage.

A la fin de la collecte, l'ADC signe le reçu du ménage enquêté et ce dernier paraphe la copie du cahier de préinscription à l'endroit qui lui est réservé.

L'UGP procède à une vérification, contrôle et analyse des données qui permette par la suite au classement des ménages selon le score de vulnérabilité et à la sortie de la liste provisoire.

### ***Séances de traitement des plaintes***

A la date du 31 décembre 2023, 5 865 plaintes sont enregistrées dans les 122 villages et ont été traitées par l'UGP et les membres de la cellule Recours.

D'une manière générale, les plaintes reçues et enregistrées, se sont focalisées sur des ménages inscrits qui ne sont pas apparus dans la liste des ménages présélectionnés et qui se sont sentis lésés, puisqu'ils prétendent répondre à tous les critères de sélection. Au cours du traitement des plaintes, les comités ont approuvé et confirmé certaines doléances des ménages et des vérifications des informations au niveau des fiches d'inscription ainsi qu'au niveau des domiciles ont été opérées. C'est ainsi que ceux qui ont été confirmés ont été réinsérés dans les listes définitives.

Certaines plaintes concernent des ménages ayant une vie plus ou moins aisée avec un certain confort et une stabilité qui ont été retenus dans la liste provisoire. Suite aux traitements des plaintes, ces ménages, après vérification ont été retiré des listes ;

D'autres plaintes concernent des noms mal écrits, des ménages de non résidents aux villages, des ménages doublons et des ménages non-inscrits qui voulaient s'enregistrer après la clôture des préinscriptions. La durée moyenne de traitement des plaintes varie entre 3 à 5 jours.

<b>Iles</b>	<b>Nombre de plaintes reçues enregistrés</b>	<b>Nombre des plaintes traitées</b>	<b>Pourcentage</b>
<b>NGZ</b>	2 297	2 297	100 %
<b>NDZ</b>	2 392	2 392	100 %
<b>MWL</b>	1 172	1 172	100 %
<b>TOTAL</b>	5 865	5 865	100 %

### **Séances de validation des ménages bénéficiaires en assemblée générale**

L'UGP à travers les bureaux régionaux, les ONGs chargées du ciblage et les CPS, ont conduit les assemblées générales de validations des ménages bénéficiaires.

Au cours de ces séances, l'UGP a fait un rappel des objectifs du projet et les procédures de sélection des ménages mais également les critères de sélection.

A la date d'édition du rapport, 40 010 ménages bénéficiaires sont validés en assemblées générales.

### **Enregistrement final des ménages bénéficiaires :**

L'enregistrement consiste à faire une vérification ou complément d'informations et la prise des photos des chefs de ménages sélectionnés et son suppléant. Il s'agit exactement l'enregistrement des récepteurs et prise des photos.

- Les récepteurs des fonds (principal et suppléant) doivent présenter leurs pièces d'identité (cartes d'identité nationale, carte électorale, permis de conduire, carte scolaire, extrait de naissance) pour la prise des photos
- Prise des photos des récepteurs des fonds (principal et suppléant)

<b>Ile</b>	<b>Soumissions</b>	<b>Objectif actual: 40 000</b>	<b>Taux réalisation objectif : 40 000</b>
Mwali	3,315	3,315	100%
Ndzouani	16,813	16,813	100%
Ngazidja	19 882	19,882	100%
<b>Total général</b>	<b>40 010</b>	<b>40,010</b>	<b>100,03%</b>

Tableau récapitulatif des Ouvertures des comptes

Iles	Nbre ménages prévus initialement	Nombre Ménages enregistrés Objectif 38218	Nombre Ménages enregistrés 40010	Comptes ouverts	% comptes ouverts
Ngazidja	19 868	19 868	19 882	19 657	98,87%
Ndzouani	15 075	15 076	16 814	15 935	94,78%
Mwali	3 274	3 274	3 315	3 315	100%
<b>Total général</b>	<b>38 218</b>	<b>38 218</b>	<b>40 010</b>	<b>38 907</b>	<b>97,88%</b>

### Cérémonie officielle de lancement du projet de Filets sociaux de Sécurité résilient et Réactif aux Chocs

La Cérémonie officielle de lancement de paiement a eu lieu à Sima à Anjouan le 11 juillet 2023. Cette cérémonie a été organisée sous le haut patronage de SEM. AZALI ASSOUMANI, Président de l'Union des Comores et les membres du gouvernement et autres personnalités de l'île d'Anjouan.

La cérémonie a été marquée également par la présence d'une délégation de la Banque Mondiale conduite par le représentant résidant en Union des Comores.



Cérémonie officielle de lancement: Sima Ndzouani, le 11 07 2023

Le 22 août 2023, a eu le lancement de paiement à Wanani à Mwali, une cérémonie organisée par le projet et le gouvernorat de l'île. L'évènement a été honoré par son excellence le gouverneur de l'île et son cabinet.

## **Paiement des ménages bénéficiaires du TMS :**

Le montant des transferts monétaires sociaux s'élève à 75 000 KMF par ménage répartie en 3 paiements.

Les paiements des trois tranches sont initialement prévus d'être réalisés entre deux mois d'intervalle ou au maximum trois mois d'intervalle. Après concertation et vu la nécessité et les capacités d'aller vite, l'UGP et la Banque se sont convenus de payer les deux dernières tranches (50 000) en une même tranche.



Le mécanisme retenu pour la distribution des transferts monétaires est le mobile money.

L'Unité de Gestion du Projet a contracté avec les agences de paiement mobil (HOLO, TELCO et HURI MONEY) pour effectuer les opérations.

Des séances de sensibilisation seront effectuées par le Comité de Protection Sociale et les ONG trois jours avant et pendant le paiement. Ainsi que des supports de communication audio diffusant les messages clés du programme TMS.

*Situation des ménages payés au 31 décembre 2024*

	<b>Prévisions</b>	<b>Paiements</b>	
<b>Bureau Régional</b>	<b>Nbre</b>	<b>Nbre</b>	<b>Pourcentage</b>
<b>Ngazidja</b>	19 882	19 657	98,87%

<b>Ndzouani</b>	16 813	15 076	89,67%
<b>Mwali</b>	3 315	3 315	100%
<b>Total</b>	<b>40 010</b>	<b>38 048</b>	<b>95,10%</b>
<b>Explications des écarts</b> : les écarts constatés proviennent aux ménages qui dont leur enregistrement et ouvertures des comptes sont en cours			

### **Mesures d'accompagnement :**

Les mesures d'accompagnement sont mises en œuvre par les projets de développement en santé ou de protection sociale ou même d'autres secteurs pour renforcer les résultats à atteindre dans le cadre du développement humain et socio- économique des communautés bénéficiaires

Les mesures d'accompagnement liées au développement humain sont des processus qui s'opèrent dans le cadre de l'interaction entre le projet et les bénéficiaires. C'est une modalité d'interventions qui consiste à contribuer au Développement et au bien-être de la famille des bénéficiaires du projet en leur inculquant des connaissances sur des thématiques utiles et en leur assurant le transfert des compétences dans le domaine du développement humain et du bien-être de la famille.

Les sensibilisations sur les mesures d'accompagnement ont été réalisées au moment des ouvertures des comptes et au moment de paiement.

Les thèmes développés concernent l'éducation financière, la santé, nutrition et Wash axé sur la propreté des aliments, lieu d'habitation et environnement, la gouvernance, le développement de la petite enfance et la violence basée sur le genre. Dans le tableau ci-après, nous constatons l'implication, l'assiduité et la mobilisation des femmes dans les séances de sensibilisation liées aux changements de comportement qui représente 77, 41 %.

<b>Rubrique /activité</b>	<b>NGZ</b>	<b>NDZ</b>	<b>MWL</b>	<b>Total</b>
Nombre des bénéficiaires	9916	8 810	3877	<b>22 603</b>
Nombre des femmes	7344	7216	2939	<b>17 499</b>

### **IV. 3. Activités de résilience, inclusion économique et productive (ARIEP) :**

Les Activités de Résilience, Inclusion Economique et Productive (ARIEP) sont principalement des moyens de subsistances, de renforcement de capacité techniques et de productivité à travers

des formations et aussi des activités génératrices de revenus destinés aux ménages les plus vulnérables et en priorité les ménages ayant plus des jeunes et des femmes.

Ces activités sont fournies à travers la combinaison de transferts de fonds complétés par des séances de formations techniques, des mesures d'accompagnement et d'une stratégie de sortie.

Les Activités de Résilience, Inclusion Economique et Productive (ARIEP) visent à :

- Contribuer au renforcement de la résilience des ménages et des communautés vulnérables après les crises économiques
- Améliorer le capital humain des ménages vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes ;
- Stabiliser les revenus des ménages affectés par les chocs de la crise
- Aider les ménages affectés à créer ou recréer une activité économique ;
- Créer des emplois et favoriser le dynamisme économique dans la zone ;
- Former ou renforcer la capacité technique des bénéficiaires sur le choix respectif de leurs activités productives ;
- Former les bénéficiaires sur la gestion d'une activité productive ;
- Contribuer à la construction d'une vision à moyen terme de leur propre développement socio-économique.
- Pérenniser les activités créées et rendre autonome les bénéficiaires des programmes ARIEP

## VI .2.1 Prévision budgétaire et réalisation

*Tableau7: Réalisation budgétaire*

<b>BR</b>	<b>Montant prévu</b>	<b>Montant réalisé</b>	<b>Taux de réalisation</b>
MWL	4 320 000	330 000	8%
NDZ	8 647 500	8 647 500	100%
NGZ	5 465 000	6 389 000	117%
CN	NA	NA	NA
<b>UGP</b>	<b>18 432 500</b>	<b>15 366 500</b>	<b>83%</b>
<b>Explication des écarts</b>	<p>- L'écart de Mwali correspond aux honoraires du consultant chargé de l'identification des ARIEP qui n'ont pas pu être payées en 2023 car la transmission du rapport et son approbation n'ont été effectives qu'en janvier 2024.</p> <p>- Pour Ngazidja, les rapports des consultants chargés de l'identification des ARIEP ont été transmis et approuvés plus tôt que prévu, raison pour laquelle les échéances payées sont supérieures aux prévisions.</p>		

#### **IV.1.2. Etat d'avancement des Activités résilience, inclusion économique et productive (ARIEP)**

##### **Recrutement des consultants pour l'identification des résilience, inclusion économique et productive (ARIEP Activités relèvement) :**

Dans le cadre de mise en œuvre des activités de résilience socio-économique et d'inclusion productive activités (ARIEP), l'UGP a fait appel à des prestataires de services ci-après dénommés « consultant d'identification des activités de résilience socio-économique et d'inclusion productive » disposant d'une expérience éprouvée et de qualifications solides pour réaliser efficacement l'identification et l'étude des ARIEP dans les communautés bénéficiaires sélectionnées parmi les plus pauvres et vulnérables.

Le processus de recrutement des Consultants individuels des activités ARIEP a été lancé en mars 2023 et sept (7) consultants individuels ont été recrutés pour l'identification des activités dans les 12 zones d'intervention du projet PFSS-RRC pour une période de 30 jours.

Cette identification se faisait par une approche participative à travers, des réunions de focus groupes dont les femmes à part et les hommes à part. Une dernière réunion a eu lieu pour valider le plan d'action communautaire dans chaque localité composant la ZIP.

La mission consistait à élaborer et mettre à la disposition des bénéficiaires un catalogue d'Activités de Résilience Inclusion Economique et Productive (Activités Génératrice de Revenus (AGR) techniquement faisables à court et moyen terme (au niveau de chaque village) en réalisant des études de marché et de rentabilité complètes.

Les 7 consultants composés de 3 à Ndzouani, 3 à Ngazidja et 1 à Mwali, ont identifié au terme de leurs missions 21 Activités réparties comme suit :

MARAICHAGE, PRODUCTION VIVRIERE, ELEVAGE DE CAPRIN, ELEVAGE D'OVIN, ELEVAGE DE LAPIN, ELEVAGE DE BOVIN, MASONNERIE, MENUISERIE, SOUDURE, PLOMBERIE, PRODUCTION FRUTIERE, RESTAURATION, TRANSFORMATION DES PRODUITS AGRICOLES, AVICULTURE, COMMERCE DE PROXIMITE, PEPINIERE, PECHE, ARTISANAT, FORMATION PROFESSIONNELLE, COUTURE, COIFFURE



*Photo illustrative de séance de validation des PAC*

Tableau : résumé des principales réalisations de la période

<b>Rubriques</b>	<b>Observations</b>
Recrutement des consultants d'identification des ARIEP	7 consultants sont recrutés
Identification des ARIEP	Les rapports des consultants sont validés et disponible
Recrutement des AGEX	3 7 ONG manifestés dont 21 NGZ, 11 NDZ, 5 MWL. Au total 13 AGEX sont retenus dont 6 à NGZ, 5 à NDZ et 2 à MWL. Au 31 décembre 2024, les AGEX sont invités à soumettre leur proposition technique et financière qui aboutira à la négociation du contrat
Recrutement des AGP	Des négociations sont engagées entre l'UGP et l'Union de Sanduk pour le paiement des ménages Bénéficiaires ARIEP mais aussi au paiement de fond de sorti des ARSE
Mise à jour du Manuel ARIEP	Après plusieurs échanges avec la Banque le document est validé
Elaboration du Guide de réalisation des formations sur les techniques de production	Le guide a été élaboré pour servir d'un support de la réalisation des formations des techniques de production de base des Agences d'Exécutions (AGEX), ONG nationales. Ce support, met en détaillé le plan de session de formation, les dispositions à prendre avant les formations, pendant et le suivi d'après les formations. Cet outil est destiné aux responsables techniques de fonds de relèvement du projet et aux AGEX.

Toutefois, la mise en œuvre des activités proprement dit est prévue pour le troisième trimestre 2024.

### **IV.3. Activités Argent Contre Travail Résilients (ACTR)**

Les activités ACTR visent à améliorer le capital humain et l'employabilité de la population vulnérable avec des activités en Argent Contre Travail Résilient et des formations techniques dans différents domaines y compris ceux liées à la prévention contre le changement climatique, et accompagnées également des sensibilisations et formations pour un changement de comportement positif.

#### **IV.3.1. Prévision et réalisation financière de la période**

Durant la période, aucun budget n'est prévu puisque les conditions de décaissement pour ce programme n'étaient pas encore levées.

En effet, conformément à l'accord de financement E1530, les conditions de décaissement consistent à fournir les preuves satisfaisantes que (i) le cadre de gestion environnementale et sociale et cadre de réinstallation ont été adoptés et rendu publics dans la forme et le fond jugés acceptables par l'Association Internationale de Développement (IDA) et (ii) l'unité de gestion du projet a adopté et signé un accord de partenariat avec au moins un partenaire d'exécution, sous une forme et une teneur satisfaisante pour l'Association Internationale de Développement (IDA), pour le paiement des subvention de travail contre rémunération.

Cependant, le processus de recrutement des AGEX chargée de l'exécution des ACTR a été lancé en décembre 2023 et le premier contrat a été conclu le 29 janvier 2024 à MWL.

#### **IV.3.2. Réalisation physique de la période**

Tableau résumant les principales réalisations de la période

<b>Rubriques</b>	<b>Observation</b>
Recrutement des consultants d'identification des ACTR	35 consultants se sont identifiés au niveau des 3 bureaux régionaux et 8 consultants seront recrutés dont 4 à NGZ, 3 à NDZ et 1 à MWL A la date du 31 décembre 2023, les rapports d'évaluation sont envoyés au coordinateur pour approbation pour le cas de NDZ et MWL
Recrutement des AGEX	30 ONG se sont manifestés dont 17 NGZ, 8 NDZ et 5 MWL A cette date l'avis de manifestation d'intérêt est lancé dans le journal
Recrutement des AGP	Les agences de paiement sont recrutées
Mise à jour du Manuel ACTR	Après plusieurs échanges avec la Banque le document est en cours de finalisation

Toutefois, la mise en œuvre des activités proprement dit est prévue au troisième trimestre 2024.

## **LE SECAP**

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités TMS, ARIEP et ACTR des mécanismes et outils appelés « mécanisme de renforcement de l'engagement citoyen et de la redevabilité sociale » qui permettront (i) de mieux renforcer la gouvernance du projet ; (ii) de mieux renforcer le respect du droit des bénéficiaires et (iii) de renforcer la responsabilisation des différents acteurs.

Les actions permettant la transparence et la redevabilité sociale dans le cadre des TMS, ARIEP et ACTR devront renforcer le respect de certains engagements et attributions des acteurs impliqués dans le processus entre autres (i) le respect des droits des citoyens, conformément aux normes et standards établis dans le cadre des TMS, ARIEP et ACTR, (ii) une meilleure gestion des biens publics, (iii) le respect des engagements définis dans les contrats établis entre l'UGP et l'AGEX, que ce soit sur le plan technique, matériel, ressources humaines et organisationnel.

Pour se faire, l'UGP a fait appel au recrutement de 5 ONG pour la Mise en œuvre du SECAP (Suivi Evaluation Communautaire et Audience Publique) dans les communautés bénéficiaires du TMS, des ARIEP et des activités ACTR) au niveau des 3 îles dont deux à Ngazidja, deux à Ndzouani et un à Mwali.

L'objectif de la mission est de renforcer la qualité de la mise en œuvre des différentes activités du projet par l'amélioration de la redevabilité de la majorité des acteurs dans la mise en œuvre des activités des différents programmes dans le cadre du Projet.

La mission de l'Organisme Indépendant de Suivi (ORIS) consiste à réaliser 4 cycles de SECAP pour les trois années d'intervention du projet dans chaque localité (SECAP 1, SECAP 2, SECAP 3 et SECAP 4).

SECAP 1 : SECAP Ciblage pour le TMS

SECAP 2 et 3 : SECAP paiement. Avant les paiements (2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> paiement)

SECAP 4 : Avant la fin des travaux ARIEP et ACTR

Au cours de la période, c'est le SECAP1 ou SECAP ciblage communautaire : centré sur le ciblage communautaire et qui a été effectué après la publication de la liste définitive des ménages bénéficiaires, comprenant :

- Une Réunion d'auto-évaluation des responsables (CPS) ;
- Une Audience publique ou réunion d'échange et de concertation du ciblage communautaire ;

- Et la dissémination des informations

Il a été constaté au cours de la conduite des travaux du SECAP que les acteurs impliqués ont bien participé en répondant aux différentes questions de manière très claire.

La réalisation du SECAP dans la mise en œuvre du projet est primordiale. Il permet aux intervenants de s'assurer que le droit de chaque personne est respecté et qu'elle a eu accès aux mêmes informations que les autres et qu'il y'a eu une transparence dans toutes les étapes du projet.

Il permet aussi de (i) renforcer le respect des droits des bénéficiaires dans le cadre des activités (ii) prendre en compte la gestion des doléances des bénéficiaires liées à l'établissement des listes des bénéficiaires, aux paiements, (iii) renforcer le mécanisme de contrôle, améliorer la qualité de la mise en œuvre de l'activité (iv) réduire les risques de corruption et de fraude et (v) contribuer à l'amélioration de la gouvernance locale par la promotion de la transparence et la responsabilisation des acteurs.

**Les actions de redressement et de dissémination des informations se résument ainsi.**

<b>Activités à effectuer</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Responsable d'exécution</b>	<b>Responsable du Suivi</b>
Récupérer les récépissés et les duplicatas auprès de l'UGP	Récépissés et duplicatas récupérés	UGP / CPS	CPS
Sécuriser les affiches avec un cadrage	Affiches sécurisées avec un cadrage	CPS	CPS
Sensibiliser toute la communauté sur les activités du projet	Tout le monde est sensibilisé	UGP / CPS	CPS
Réafficher les affiches dans un endroit public	Affiches réaffichées dans un endroit public	UGP / CPS	CPS
Réaliser la Communication tardive des CPS	Prévenir en avance les réunions	UGP	UGP /CPS
Récupérer et afficher les listes définitives	Les listes sont récupérées et affichées	UGP / CPS	CPS

## **V. Gestion de Projet, Suivi & Evaluation**

Cette composante vise à soutenir le développement des éléments majeurs d'un système de filets de sécurité social :

- Mise en place d'un système d'information de gestion efficace comprenant un registre des bénéficiaires basé sur un ciblage géographique et communautaire qui devient un référentiel de données exactes sur les bénéficiaires et la mise en œuvre du programme à tous les moments ;

- Financement des coûts opérationnels associés à l'administration du projet, suivi et évaluation (S & E), communication et information, coordination et toute assistance technique nécessaire pour la mise en œuvre harmonieuse du projet et qui s'articule autour de 3 activités clés à travers :
  - ✓ Le Renforcement de la gestion,
  - ✓ La Coordination et suivi évaluation,
  - ✓ La Formation du personnel
  - ✓ L'Evaluation d'impact et des résultats

## V.1. Gestion de Projet

### V.1.1. Réalisation Financière

Le budget prévu et réalisé pour la gestion du projet, suivi et évaluation est présenté dans le tableau ci-après :

*Tableau 3 : réalisation budgétaire*

BR	Montant prévus	Montant réalisé	Taux de réalisation
MWL	49028540	46 158 984	94%
NDZ	51663040	53556870,1	104%
NGZ	51145040	51621627	101%
CN	201775970	201992212	100%
<b>UGP</b>	<b>353 612 590</b>	<b>353 059 693</b>	<b>99,8%</b>

### V.1.2. Etat d'avancement

#### V.1.2.1. Situation financière

##### V.1.2.1.1 Décaissement

Lancé au mois de janvier 2023, le projet de Filets sociaux de sécurité Résilient et réactif aux Chocs est mis en vigueur au mois de février 2023 et le lancement officiel a eu lieu le 11 juillet 2024.

Au 31 décembre 2023, un décaissement total de 4 437 203 736 KMF a été réalisé soit un taux de 32,79%.

#### DECAISSEMENT

Financement	Nature	Montant accordé		Montant décaissé		Montant non décaissé		Taux décaissé
		USD	KMF	USD	KMF	USD	KMF	
IDA E1530-KM	Don	30 000 000	13 533 750 000	9 835 863	4 437 203 736	20 164 137	9 096 546 264	32,79
<b>Total</b>		<b>30 000 000</b>	<b>13 533 750 000</b>	<b>9 835 863</b>	<b>4 437 203 736</b>	<b>20 164 137</b>	<b>9 096 546 264</b>	<b>32,79</b>

### V.1.2.1.2. Réalisations global

Composantes et Activités de l'Entité	Année 2023				
	Prévu	Effectif	Engagement en cours	Réalisation	Taux
COMP1- Assurer une réponse immédiate aux chocs	3 973 159 918	1 883 629 913	1 429 361 410	3 312 991 323	83,38%
COMP2- Créer des opportunités économiques	2 088 270 271	15 366 500	1 400 000	16 766 500	0,80%
Comp3- Renforcer la coordination des filets de sécurité ainsi que la gestion, le suivi et l'évaluation du projet	463 492 312	353 329 693	5 002 310	358 332 003	77,31%
<b>Total général</b>	<b>6 524 922 501</b>	<b>2 252 326 106</b>	<b>1 435 763 720</b>	<b>3 688 089 826</b>	<b>56,52%</b>

## V.2. Suivi- évaluation

L'UGP a organisé des séances de renforcement des capacités du personnel à travers des réunions hebdomadaires et des réunions virtuels de suivi avec la Banque mondiale tous les 15 jours et des missions de supervisions dans le but de faire le suivi de l'avancement des activités.

### V.2.1. Mission de supervision de la Banque Mondiale

#### ❖ Mission de supervision de la Banque Mondiale mai 2023

Du 2 au 12 mai 2023, s'est tenu une mission de supervision du Projet Filets sociaux de Sécurité Résilients et Réactifs aux chocs (PFSS-RR - P179291) et de supervision du Projet Filets Sociaux de Sécurité (PFSS - P150754) dont les principaux objectifs de cette mission consistent à : (i) appuyer le projet le lancement des activités du PFSS-RR ; (ii) apprécier le progrès dans la mise en œuvre et la préparation de la clôture de PFSS 2. La mission a rencontré les autorités compétentes notamment le Secrétaire Général du Gouvernement, et la Ministre et l'équipe du Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre Pour une présentation des objectifs et les constats et recommandations.

Entre autres, la mission a effectué des visites de terrain dans l'île de MWALI pour constater l'état d'avancement du projet PFSS mais aussi de lancer officiellement le ciblage des ménages. Au terme de cette mission, elle s'est montrée très satisfaisante de l'avancement significatif des activités mais aussi de l'engagement du gouvernement comorien pour soutenir les programmes de filets sociaux de sécurité.

#### ❖ Mission de supervision de la Banque Mondiale septembre octobre 2023 :

Du 29 septembre au 13 octobre 2023, a eu lieu une mission de supervision de la Banque Mondiale conduite par Madame Julia Rachel Cheffe du Projet. Les objectifs principaux de cette mission sont :

- Appuyer le Gouvernement dans la mise en œuvre des activités du PFSS-RR ;

- Apprécier les progrès dans la préparation de la clôture du PFSS ; et
- Appuyer le Commissariat chargé de la Protection Sociale dans la mise en œuvre des activités de renforcement institutionnel du secteur de la protection sociale, ainsi que le suivi des recommandations formulées lors de la précédente mission.

Au cours de cette mission, l'équipe de la Banque mondiale a rencontré les autorités en particulier le Secrétaire Général du Gouvernement, la Ministre de la Santé, de la solidarité, de la Protection sociale et de la Promotion du Genre et son équipe ainsi que les partenaire techniques et financières des Comores.

La mission a examiné avec beaucoup d'attentions les progrès réalisés par rapport aux recommandations de la mission du mois de mai 2023 et appuyé le projet pour la rédaction du rapport de clôture du Projet du financement 1 et 2.

La mission a présenté auprès du SGG, les principaux constats et recommandations qui seront examiné et évalué pour la prochaine mission prévue pour le premier trimestre 2024.

### **V.2.2.Tenue de la première réunion du Comité de Pilotage du Projet**

Le Comité de pilotage a tenu sa première réunion le 25 et 26 novembre 2023 à Mwali sous la présidence du Dr. **Aboubacar Said Anli**, Secrétaire Général du Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre.

L'ordre du jour portait essentiellement sur :

- Présenter et apprécier les activités et budget mis en œuvre par l'UGP à la date du 31 octobre 2023 ;
- Présenter et apprécier le Plan de travail et Budget Annuel (PTBA) 2024 ; et
- Acter des recommandations pour l'amélioration de l'exécution des activités.

Suite à cette réunion, les membres du Comité se sont réjouis de l'avancement significatif des activités.

Aux termes des travaux, le Président du Comité de pilotage et Secrétaire Général du Ministère de tutelle a rassuré que le Ministère apportera l'appui nécessaire à l'UGP pour prendre en compte l'ensemble des préoccupations exprimées.

Les principales recommandations formulées lors de cette première réunion du comité se résument ainsi :

- Implication des bureaux régionaux de la solidarité
- Diffusion large de l'information dans les médias et réseaux sociaux
- L'organisation des visites de terrain pour les prochains comités,
- Révision du cadre institutionnel afin d'introduire un comité technique de haut niveau qui prendrait les décisions

### **V.2.3. Renforcement de capacité du personnel du projet**

#### **○ Visite d'échange d'expérience sur le Registre sociale à Djibouti :**

Une visite d'études et d'échange a eu lieu du 16 au 22 mars 2023 dont l'objectif est de contribuer au renforcement des capacités techniques en matière de mise en place, d'organisation, fonctionnement et conduite des différentes étapes du processus d'opérationnalisation d'un Registre Social Unique et sur les aspects des différentes étapes de filets sociaux réactifs aux chocs et particulièrement en milieu urbain.

#### **Les objectifs spécifiques :**

##### **Pour le Registre social Unique :**

- Echanger avec les parties prenantes clés impliquées dans le processus de la mise place du Registre Social Unique-RSU de Djibouti ;
- Réfléchir sur l'approche utilisée par rapport aux conditions d'organisation du processus de mise en place du RSU ;
- S'enquérir des mécanismes de la mise en place du RSU ;
- Echanger sur les dispositifs de coordination, suivi-évaluation des interventions du processus de mise en place du RSU ;

##### **Pour les Programmes de filets sociaux :**

- Echanger sur les mécanismes de mise en œuvre et suivi des activités de Transferts monétaires, de filets sociaux (ciblage, paiement, stratégie de sortie, digitalisation et suivi-évaluation, communication opérationnelle) ;
- Echanges d'expériences sur le Management, Coordination des actions avec les bureaux régionaux
  - Coordination et communication avec les partenaires techniques et autorités nationales et locales, Mécanisme de partage des informations aux différents niveaux

Malgré que l'agenda fût trop chargé sur un temps très court, la mission est rentrée satisfaite d'avoir choisi ce pays pour sa première visite d'échanges et de partages dans le domaine du RSU. En effet, nous avons échangé dans plusieurs domaines et renforcé nos connaissances de part et d'autre en matière de Mécanismes de mise en place du RSU (Cadre juridique, institutionnel et Composition de RSU, Guichets sociaux, outils Enregistrement des doléances, de l'enquête dans le registre social, Traitement des doléances).

## **Leçons apprises :**

- Une volonté politique sur les programmes et projets des protections sociales et des solidarités.
- Une bonne collaboration avec les différents ministères et autres institutions impliquées dans la protection sociale.
- Existences des guichets sociaux dans les régions pour faciliter l'enregistrement des ménages
- Le RSU, un outil conçu pour gérer plusieurs programmes et activités pour la sélectionner des plus vulnérables par la méthodologie PMT.
- Réalisations des visites porte à porte dans les ménages pour corriger les erreurs d'inclusion/exclusion
- Plusieurs infrastructures sont mises en place pour la prise en charge le système d'information
- Une agence nationale est mise en place pour orienter et coordonner les actions d'administration de l'état visant à améliorer la qualité et l'efficacité du service rendu par les systèmes d'informations
- Une structure des systèmes d'information (RSMIS et MIS) fiable.
- Système d'information capable de dételer les doublons par inscription et par programme
- Un enregistrement des ménages par la biométrie et par les guichets sociaux.

## **Perspectives**

- Finalisation et publication d'un arrêté conjoint de mise en place d'une structure de coordination et de collaboration entre les intervenants de la protection sociale du régime non contributif ;
- Validation et adoption politique de la Politique Nationale de la Protection sociale révisée en 2021 ;
- Sensibilisation et engagement des acteurs pour la signature du protocole de collaboration des intervenants du RSU en Union des Comores ;
- Vulgarisation du protocole de collaboration des intervenants du RSU ;
- Mise en place d'un datacenter optimal pour héberger localement le RSU ;

- Réalisation / mise à jour d'un ciblage communautaire à partir d'un questionnaire unifié qui intègre les préoccupations de tous les sectoriels : la pauvreté, la vulnérabilité, les privations socio-économiques : enquête et scoring;
- Identification des programmes de protection sociale à intégrer dans le RSU
- Elaboration et validation d'un manuel de procédure du RSU (recrutement d'un consultant la validation du manuel ; vulgarisation ; etc...);
- Mise en place un mécanisme incitatif permettant les différents programmes à contribuer à l'alimentation du RSU ;
- Mise en place d'un mécanisme de mobilisation des ressources de mise en œuvre du RSU
- Intégration des données des autres programmes de protection sociale
- Conception de l'identifiant unique (ménage/individu) selon le contexte comorien
- Mise en place d'une direction du Registre Sociale Unique
- Opérationnalisation du registre sociale unique ;
- Basculement des données des différents projets au Registre
- Elaboration de la Stratégie nationale de protection sociale
  - **Participation à un atelier régionale sur le développement de la petite enfance (DPE) en Afrique oriental et australe :**

Le Directeur national des programmes de filets sociaux et gestion des risques environnementaux et sociaux et la Responsable nationale des programmes de sortie, renforcement du capital humain et autonomisation des femmes ont pris part à un atelier régional sur le développement de la petite enfance (DPE) en Afrique oriental et australe.

L'objectif de l'atelier est d'aider les gouvernements à développer des systèmes de mesure robustes et pertinents pour le développement de la petite enfance (DPE).

Les objectifs spécifiques sont :

- ❖ Convenir des actions prioritaires pour faire progresser les mesures pertinentes pour le DPE au niveau national, ainsi que du rôle de soutien des entités régionales et mondiales.
- ❖ Intégrer le suivi du DPE dans leurs systèmes statistiques nationaux.
- ❖ Discutez de la disponibilité et de l'intégration des données aux niveaux national et infranational, et de la manière dont les informations disponibles sont utilisées pour renforcer la mise en œuvre du programme.

- ❖ Examiner les cadres nationaux de suivi et d'évaluation du DPE afin de faciliter l'apprentissage par les pairs et d'identifier les domaines à améliorer.
- ❖ Des cartographies de données au niveau national et régional sont utilisées pour influencer les politiques, la budgétisation et la programmation en matière de DPE.
- ❖ Discutez des résultats et des mesures d'impact du DPE au niveau de la population et de la manière d'interpréter et d'utiliser les données.

Les orientations que peut tirer profit notre pays sont :

- Création d'une plateforme de coordination des actions sur la mise en œuvre et du suivi et évaluation du DPE
- Disposer d'une politique de mise en œuvre du DPE
- Elaborer une stratégie de mise en œuvre du DPE, intégrant les leçons apprises pendant ces échanges
- Disposer d'un cadre national de suivi et évaluation harmonisé
- Disposer de mécanisme clair de collecte de données de qualité
- Renforcer les capacités des acteurs qui œuvre dans la collecte des données pour s'assurer que les données collectées soient de bonne qualité et exploitable
- Disposer d'un tableau de bord harmonisé de collecte des données
  - **Renforcement de capacité du personnel**

Entre autres, différentes formations de renforcement de capacités du personnel ont été organisé en interne, notamment sur la gestion et sauvegarde environnementale, en matière de communication, sur la gestion financière et sur les mesures d'accompagnement.

Les perspectives à venir sur les thématiques relatifs aux mesures d'accompagnement en particulier le développement de la petite enfance se résument ainsi ;

- Créer des partenariats avec les la DGS à travers la DSF pour les thématiques de l'ANJ et autres structures pour la réutilisation des guides d'éducation parentale ;
- Elaborer des guides de formation sur la tranche d'âge de 0 à 3 ans- prestataire ou consultant externe
- Elaborer des guides de jeux pour chaque tranche d'âge- prestataire ou consultant externe
- Promouvoir des échanges d'expériences entre ONG, CPS, ML-PL lors des exécutions des activités de DPE

#### ❖ **Atelier d'échange et de partage des résultats et leçons apprises du projet PFSS :**

Le projet a organisé le 06 octobre 2023 un atelier de partage de résultats et des leçons apprises

Cet atelier a eu la participation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet avec à sa tête le Ministère de tutelle et le Commissariat à la Solidarité, à la Protection sociale et à la Promotion du Genre. Les principaux résultats sont annexes

#### ❖ **Atelier d'évaluation du Projet :**

Une séance d'évaluation du projet a été organisée par l'Agence Nation de Conception et Exécution des Projets a eu lieu la salle de conférence de cette agence sous la présidence du Directeur Général Adjoint de l'ANACEP.

Au cours de cette séance, le Coordinateur du projet a présenté les progrès réalisés depuis la mise en œuvre du projet et le SG du Ministère de la Santé et le DGA ANACEP se sont déclarés très satisfait des progrès constatés.

### **V.2.4 Digitalisation et système d'information**

#### **a) Synthèse :**

Le management du système d'information consiste à organiser et à gérer l'évolution du système d'information (SI) au sein du Projet FSS :

- Aider les différents responsables à suivre et contrôler l'avancement des travaux pour faciliter l'organisation et la gestion du projet en temps réel ;
- Permettre aussi de garantir la cohérence, la conformité légale et la sécurité des données

La phase conception et développement du MIS sont achevés.

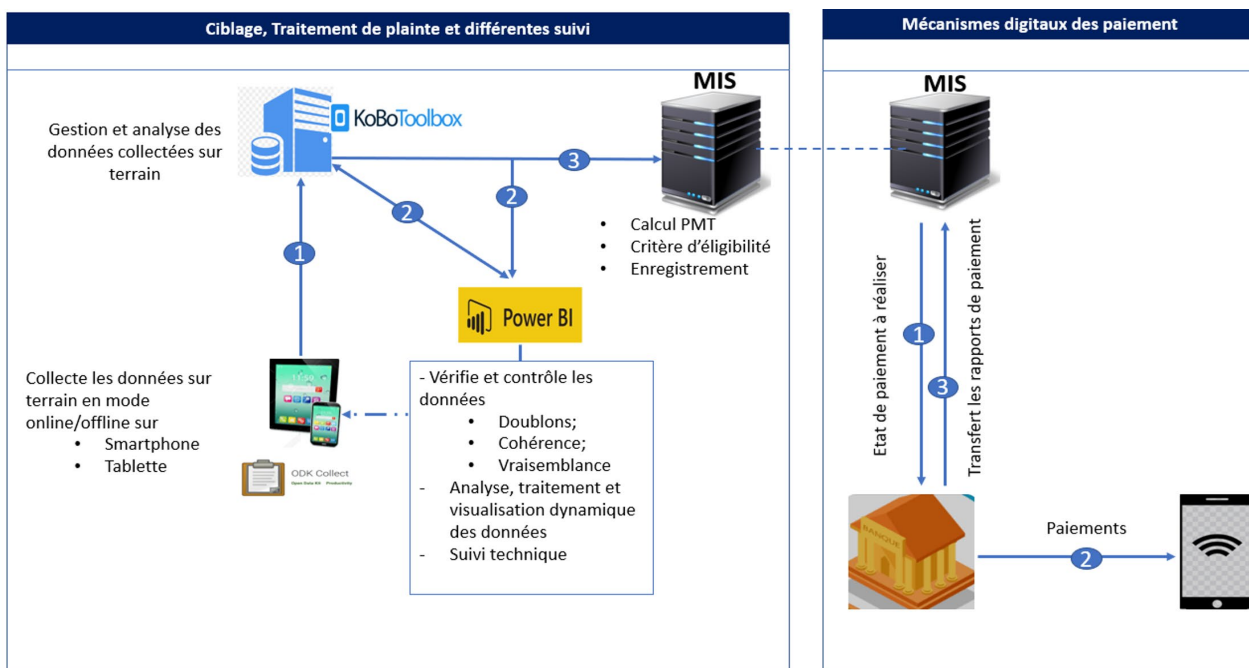
- Un Mécanisme de collecte de données digital ;

#### **b) Forces :**

- Utilisations des outils de suivi-évaluation reconnus par la BM (Kobotoolbox, Power BI);
- Existence d'un système solaire pour assurer le fonctionnement permanent des infrastructures du projet
- Existence de plusieurs bases de données (MIS, et autres) pour la gestion et le suivi des activités ;
- La sécurité sur le dispositif digital.

Schéma fonctionnel du processus informatique de la digitalisation du projet

c) Schéma fonctionnel du processus informatique de la digitalisation du projet :



d) Architecture logiciel – les outils

Outils	Activités	Observations
Kobotlobox & ODK Collect	- Ciblage - Suivi des activités	Plateforme de collecte de données en online/offline
Power BI	- Ciblage - Gestion et Suivi des activités - Evaluation des activités du projet	Plateforme d'analyse, traitement et visualisation des données
MIS	- Gestions des bénéficiaires - Gestion de paiement - Suivi des indicateurs	Management du système d'information
PGQ	- Générer des QR-code dynamique - Carte bénéficiaire digitale	Plateforme contenant les bénéficiaires

V.3. Gestion du personnel

✓ Renforcement de l'équipe :

Dans le cadre du nouveau projet, l'UGP a renforcé l'équipe par des nouveaux postes notamment responsable chargé de mobilisation communautaires, BVG, sauvegarde sociale, gestion des plaintes gouvernance et citoyenne, la réorganisation de certains poste clés (responsable de

programme de sortie renforcement du capital humain et autonomisation de la femme et responsable des activités communautaires sauvegarde environnementale).

Il y a eu également la création d'une direction des programmes de filets sociaux gestion des risques environnementaux.

✓ **Renouvellement des contrats des consultants internes (personnel du projet) :**

Durant cette période, les évaluations de l'ensemble des consultants internes dont leurs contrats sont arrivés à échéances ont été réalisées et le renouvellement de leurs contrats ont été réalisés après obtention des non objections de la Banque mondiale.

## **VI. Leçons apprises (rétrospectives)**

- **Principaux enseignements tirés de la mise en œuvre et des performances**
  - Utilisation des ONG sur le terrain avec recrutement des ADC au niveau des localités ;
  - Renforcement des capacités techniques des ménages bénéficiaires dans la conduite de l'élevage d'animaux (caprins, bovins et ovins).

Vue la masse d'information à saisir dans le MIS, le remplissage du MIS devrait concerner tous les responsables techniques.

Pour mieux faire un suivi rigoureux, la digitalisation de toutes les activités dans toutes ses étapes est très importante. Et pour atteindre cet objectif, le renforcement de capacités des utilisateurs et la mise en place des équipements informatiques robustes répondant à la nouvelle technologie est primordiale.

L'alimentation cohérente et régulière du MIS permettrait au projet de suivre de prêt les indicateurs clés du projet.

## **VII. CONCLUSION**

Le présent rapport rend compte des réalisations faites de janvier au 31 décembre 2023 au cours de laquelle le projet s'est engagé d'honorer tous les engagements contenus dans le plan annuel prévisionnel.

Durant toute l'année, nos équipes, aussi bien du côté des Directions régionales (Mwali, Ndzouani et Ngazidja) que de la Coordination nationale avec l'appui de l'équipe technique de la Banque mondiale se sont investies afin de réaliser le programme établi et surtout que c'est l'avant dernière année de la clôture du projet.